

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 14 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : ralentissement manufacturier en mars, sur fond de tensions sur les coûts dans un contexte de chocs au Moyen-Orient
- ❖ Philippines : sous présidence de l'ASEAN, basculement des réunions 2026 en ligne face à la crise énergétique, tandis que le 49<sup>e</sup> sommet de novembre à Manille est maintenu en format physique
- ❖ Singapour : la taxe sur les carburants durables reportée sous l'effet des tensions géopolitiques

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**988 M USD**

coût des subventions  
aux carburants en  
Malaisie en mars, en  
forte hausse sous l'effet  
du choc énergétique

### Région

#### ASEAN : ralentissement de l'activité manufacturière en mars, sur fond de tensions sur les coûts

L'indice PMI manufacturier de l'ASEAN, compilé par S&P Global, a reculé de 53,8 en février à 51,8 en mars, atteignant son plus bas niveau en six mois. Il demeure supérieur au seuil de 50, signalant la poursuite de l'expansion du secteur, mais à un rythme plus modéré.

Le ralentissement observé en mars s'explique par une décélération de la production et des nouvelles commandes, tandis que les nouvelles commandes à l'exportation se sont repliées. Dans ce contexte, les entreprises ont ralenti leurs achats d'intrants et modéré leurs recrutements, sur fond d'anticipations moins favorables : la confiance des industriels à douze mois est retombée à un plus bas de quatre mois. Parallèlement, les coûts des intrants ont progressé à leur rythme le plus rapide depuis octobre 2022, conduisant les producteurs à relever leurs prix de vente à un rythme inédit depuis près de trois ans. Selon S&P Global, ces évolutions reflètent notamment les premiers effets du conflit au Moyen-Orient sur les économies de l'ASEAN, via le renchérissement des approvisionnements, dans un contexte plus large de dégradation des perspectives.

## **ASEAN-Chine : un partenariat stratégique renforcé dans un contexte de fragmentation mondiale**

L'ASEAN et la Chine ont réaffirmé, à l'issue de la réunion des hauts fonctionnaires, leur volonté d'approfondir leur partenariat stratégique global, dans le cadre du nouveau plan d'action 2026-2030. Les deux parties ont mis en avant l'élargissement de leur coopération dans plusieurs domaines, dont la science et la technologie, l'intelligence artificielle, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le tourisme, la santé, ainsi que la gestion des catastrophes. Cette séquence s'inscrit dans la continuité du renforcement institutionnel de la relation ASEAN-Chine : la Chine demeure le premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009.

Ce renforcement intervient alors que le Premier ministre singapourien Lawrence Wong était en visite en Chine à l'occasion du Forum de Boao fin mars. Dans le même temps, il a réaffirmé qu'aucun pays de l'ASEAN ne souhaitait « choisir son camp » entre Washington et Pékin et a plaidé pour une région « ouverte et inclusive », ainsi que pour la défense d'un commerce « ouvert et fondé sur des règles », dans un contexte marqué par une fragmentation croissante de l'économie mondiale et la reconfiguration des chaînes de valeur en Asie du Sud-Est.

## **Indonésie**

### **L'inflation recule à 3,48 % en mars 2026**

Le taux d'inflation en Indonésie s'est établi à 3,48 % en mars 2026 en glissement annuel, en baisse par rapport à 4,76 % en g.a. en février, selon l'agence nationale des statistiques BPS. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix dans plusieurs postes de dépenses clés, notamment l'alimentation, les boissons et le tabac (+3,34 %), ainsi que le logement, l'eau, l'électricité et les combustibles domestiques (+7,24 %). Les soins personnels et autres services enregistrent également une forte progression (+15,32 %), tandis que des augmentations plus modérées sont observées dans les transports (+0,61 %), l'éducation (+1,14 %) et la santé (+1,49 %). L'inflation de base, qui exclut les composantes les plus volatiles, s'établit à 2,52 % sur un an, avec une hausse de 0,13 % sur un mois et de 0,93 % depuis janvier 2026, traduisant des pressions inflationnistes sous-jacentes persistantes dans l'économie indonésienne.

## **L'Indonésie annonce des économies budgétaires face à la hausse des coûts énergétiques**

Le gouvernement indonésien a annoncé le 1er avril une réorientation budgétaire visant à générer jusqu'à 200 000 Md IDR (environ 11,8 Md USD) d'économies afin de faire face à la hausse des dépenses énergétiques liée au renchérissement des prix du pétrole. Selon les autorités, les subventions énergétiques pourraient nécessiter jusqu'à 100 000 Md IDR supplémentaires (5,9 Md USD) en 2026, dans un contexte où les prix du pétrole brut ont dépassé 100 USD le baril, contre une hypothèse budgétaire de 70 USD. Le déficit public est par ailleurs désormais projeté à 2,9 % du PIB, contre 2,68 % initialement, selon le gouvernement. Pour compenser ces pressions, les autorités prévoient de réaliser des économies comprises entre 121 200 Md IDR et 130 200 Md IDR (7,1 à 7,7 Md USD) via la réduction des dépenses non prioritaires, notamment les déplacements officiels (-50 % au niveau domestique et -70 % à l'international) et les coûts administratifs. Une journée hebdomadaire de télétravail pour les fonctionnaires (avec incitation au secteur privé), instaurée depuis le 1er avril, devrait également permettre d'économiser 6 200 Md IDR (365 M USD) de compensation à Pertamina. Par ailleurs, l'ajustement du programme de repas gratuits (MBG) à cinq jours par semaine, contre six auparavant, pourrait générer jusqu'à 20 000 Md IDR (1,2 Md USD) d'économies. En parallèle, le maintien des prix des carburants subventionnés et le rationnement des volumes distribués visent à contenir l'impact social de la hausse des prix de l'énergie, tandis que le déploiement du biodiesel B50 à partir de juillet 2026 devrait réduire les subventions énergétiques jusqu'à 48 000 Md IDR (2,8 Md USD).

## **L'OCDE anticipe un ralentissement de la croissance indonésienne à 4,8 % en 2026, en raison de tensions inflationnistes**

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour l'Indonésie en 2026 à 4,8 %, contre 5,1 % anticipés en décembre 2025, tout en projetant une hausse de l'inflation moyenne à 3,4 % (contre 3,1 % précédemment). Selon l'Economic Outlook de mars 2026, cette révision reflète l'impact des chocs énergétiques mondiaux et des incertitudes commerciales. La croissance indonésienne devrait toutefois restée soutenue par la demande intérieure et les mesures de soutien budgétaire. En parallèle, l'inflation, attendue en nette hausse par rapport à 1,9 % en 2025, serait principalement tirée par l'augmentation des prix de l'énergie. À moyen terme, l'OCDE prévoit un léger rebond de l'activité à 5,0 % en 2027, soutenu par une modération de l'inflation et le maintien de politiques économiques accommodantes. Cette projection reste toutefois en deçà des moyennes historiques (TCAM de 5,4 % entre 2010 et 2019) et des objectifs de croissance des autorités indonésiennes à horizon 2030 (8 %).

## 147,6 millions de voyageurs pendant l'Aïd 2026 en Indonésie et hausse notable de l'usage des transports publics

L'Indonésie a enregistré 147,55 millions de voyageurs pendant les vacances de l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du Ramadan, fin mars 2026, dépassant de 2,53 % les prévisions du ministère des Transports (143,92 millions) mais restant en retrait par rapport aux 154,62 millions de 2025. La hausse des passagers dans les transports publics a été significative, avec un total de 23,54 millions de personnes transportées, en progression de 10,87 % par rapport à l'année précédente, selon le ministère des Transports. Cette augmentation se répartit entre le transport routier, qui a accueilli 3,89 millions de voyageurs (+11,64 %), le transport maritime et les ferries avec 7,5 millions (+13,7 %), le transport aérien totalisant 4,77 millions (+6,97 %), le transport ferroviaire atteignant 7,31 millions (+10,13 %).

## Malaisie

### Prévision de croissance par la Banque nationale entre 4 % et 5 % pour 2025

A l'occasion de la publication de son rapport annuel pour 2025, la Banque nationale malaisienne (BNM) prévoit une croissance comprise entre 4 % et 5 % pour 2026, supérieure aux estimations du ministère des Finances (4 %-4,5 %) et du FMI (4,1 %). L'activité reste tirée par la demande interne, soutenue par des dépenses privées solides (6,1 % du PIB en 2025, 5,5 % en 2026), et un marché du travail robuste (3,0 % de chômage en 2025, 3,2 % en 2024). L'investissement privé devrait progresser 7,5 % en 2026 (après 9,4 % en 2025), porté par les secteurs de l'électronique et des TIC, tandis que l'investissement public ralentirait à 7,3 % (contre 10,3 % en 2025), soutenu par les projets du budget 2026 et du 13e plan malaisien.

Les exportations devraient croître de 8,6 % en 2026 (2025 : 6,4 %), principalement grâce aux exportations manufacturières (86 % des exportations en 2025). Hors secteur de l'électronique, ces dernières restent contrastées : les produits pétroliers pourraient bénéficier de la hausse des prix liée au conflit au Moyen-Orient, tandis que d'autres secteurs seraient exposés à une concurrence régionale accrue, notamment chinoise. Les exportations agricoles devraient reculer de 7,6 %, en raison d'une baisse de la production d'huile de palme.

L'inflation devrait rester modérée entre 1,5 % et 2,5 % (inflation sous-jacente : 1,8 % et 2,3 %), en dépit de la volatilité des prix des matières premières. L'appréciation du ringgit et les politiques économiques nationales devraient, selon l'institution, limiter l'inflation importée, même si des risques persistent quant aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et à la hausse des coûts des intrants.

Le système bancaire demeure solide, avec un ratio de fonds propres de 18,1 %, un ratio de liquidité à court terme de 154,8 % et à long

terme de 115,7 %. Seules cinq banques (6 % des actifs) seraient fragilisées en cas de choc extrême (les tests de résistance conduits étant basés sur une contraction du PIB de 6% et dépréciation du ringgit jusqu'à 30 % face au dollar). Le financement des PME a progressé de 5,9 %, tandis que la dette des ménages reste stable à 84,8 % du PIB. Malgré une activité soutenue, les entreprises font face à des pressions de coûts élevées, particulièrement les PME.

## **Reprise de l'activité manufacturière, toujours en retrait par rapport à la moyenne ASEAN**

Le secteur manufacturier malaisien a enregistré une amélioration de ses conditions d'activité en mars, portée par une hausse de la production et de l'emploi. L'indice PMI est passé en zone d'expansion à 50,7, contre 49,3 en février, atteignant son plus haut niveau en quatre ans. Cette progression reflète une augmentation de la production et un redressement de l'emploi après deux mois de baisse. Toutefois, ces résultats s'accompagnent de signaux préoccupants liés au conflit au Moyen-Orient. Les nouvelles commandes et la demande internationale ont reculé, tandis que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement se sont accentuées, avec une détérioration des performances des fournisseurs à leur plus haut niveau depuis mai 2022. Les coûts des intrants ont augmenté à leur plus haut niveau depuis octobre 2024, sous l'effet de la hausse des coûts de transport, d'énergie et des matières premières. Pour préserver leurs marges, les entreprises ont relevé leurs prix de vente, avec une inflation au plus haut sur 45 mois. Enfin, la confiance des entreprises a également reculé.

Avec un PMI de 50,7 en mars 2026, la Malaisie demeure en deçà de la moyenne de l'ASEAN (51,8). Cet écart reflète la forte dépendance de son secteur manufacturier aux exportations, ce qui l'expose davantage au ralentissement de la demande mondiale, à la concurrence régionale et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, contrairement à d'autres économies de l'ASEAN davantage soutenues par leur demande intérieure.

## **Hausse des coûts énergétiques et accélération de la réforme des subventions**

Le ministère des Finances a indiqué que le coût des subventions aux carburants avait atteint près de 988 M USD en mars, en forte hausse dans un contexte de flambée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient et aux tensions dans le détroit d'Ormuz. Face à cette pression budgétaire, le gouvernement a décidé de réduire, à compter du 1er avril, le quota mensuel de carburant subventionné RON95 (SP95) alloué aux automobilistes, qui passe de 300 à 200 litres, amorçant une rationalisation progressive des aides.

Parallèlement, l'électricien national Tenaga Nasional Berhad (TNB) a annoncé une réduction du rabais appliqué dans le cadre du mécanisme d'ajustement automatique du combustible (AFA), introduit en juillet 2025, entraînant une hausse des tarifs d'électricité en avril. Pour une consommation mensuelle de 800 kWh, la facture passe d'environ 81 USD en mars à 84,4 USD en avril, soit une augmentation de 4 %, tandis que les ménages consommant moins de 600 kWh restent exemptés.

# Singapour

## Les tensions énergétiques ravivent les risques inflationnistes et pèsent sur les perspectives de croissance

Les autorités singapouriennes ont signalé fin mars une remontée des risques inflationnistes liée à la hausse des prix de l'énergie dans le contexte des tensions au Moyen-Orient. La Monetary Authority of Singapore (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) ont indiqué que ce choc pourrait renchérir les coûts importés à court terme. À ce stade, les prévisions d'inflation pour 2026 sont maintenues dans une fourchette de 1,0 % à 2,0 %, mais pourraient être révisées en avril.

Ce regain d'incertitude intervient dans un contexte où Singapour conserve une prévision de croissance de 2,0 % à 4,0 % en 2026, après 5,0 % en 2025. Si le scénario central demeure celui d'un ralentissement ordonné, une hausse durable des prix de l'énergie pourrait peser sur la demande extérieure, les coûts de production et la consommation domestique. Dans ce contexte, les perspectives macroéconomiques de la cité-État apparaissent moins favorables à court terme, entre risque de révision haussière de l'inflation et fragilisation du profil de croissance.

## Singapour relève ses tarifs réglementés d'électricité et de gaz au 2e trimestre et anticipe de nouvelles hausses

Singapour a annoncé une hausse de ses tarifs réglementés de l'électricité et du gaz pour la période du 1er avril au 30 juin 2026, dans un contexte de renchérissement des approvisionnements énergétiques lié aux tensions au Moyen-Orient. Le tarif d'électricité pour les ménages progresse de 2,1 % sur un trimestre, à 29,72 cents SGD/kWh TTC, tandis que le tarif du gaz de ville augmente à 23,89 cents SGD/kWh TTC, contre 23,63 cents précédemment.

L'Energy Market Authority (EMA) souligne toutefois que cette hausse ne reflète que partiellement la remontée récente des cours du gaz naturel : les tarifs du 2e trimestre sont calculés à partir des prix observés entre le 1er janvier et le 15 mars, alors que la hausse liée au conflit n'a commencé qu'après le 28 février. L'EMA anticipe ainsi des relèvements plus marqués plus tard en 2026.

## **La cité-État envisage de nouvelles restrictions sur les réseaux sociaux pour protéger les mineurs**

Singapour étudie de nouvelles restrictions visant certaines fonctionnalités des réseaux sociaux, notamment la messagerie directe et la lecture automatique des vidéos, afin de mieux protéger les mineurs contre les risques d'addiction, de cyberharcèlement et de sollicitations inappropriées. La ministre du Développement numérique et de l'Information, Josephine Teo, a indiqué que le gouvernement consultait parents et jeunes, tout en échangeant avec les principales plateformes sur d'éventuels aménagements. Les autorités prévoient également d'étendre aux réseaux sociaux les exigences de vérification de l'âge déjà imposées aux magasins d'applications à compter du 1er avril 2026. Dans un contexte où le temps d'écran moyen atteint près de 7 heures par jour à Singapour, et jusqu'à 8,5 heures quotidiennes chez les 13-19 ans, les autorités cherchent à renforcer progressivement le cadre de régulation des services numériques.

## **Singapour reporte l'introduction de la taxe sur les carburants d'aviation durables face aux tensions géopolitiques**

Singapour a annoncé le report de la mise en œuvre de sa taxe sur le carburant d'aviation durable (SAF), initialement prévue pour les billets et services vendus à compter du 1er avril 2026 pour des vols au départ du 1er octobre 2026. Le dispositif s'appliquera finalement aux billets et services vendus à partir du 1er octobre 2026, pour les vols au départ du 1er janvier 2027. Selon la Civil Aviation Authority of Singapore (CAAS), ce décalage s'explique par l'impact du conflit au Moyen-Orient sur les compagnies aériennes et les passagers, dans un contexte marqué par une hausse des coûts du carburant et des tarifs aériens. Les autorités singapouriennes maintiennent néanmoins leur objectif de décarbonation du transport aérien. La CAAS précise qu'elle poursuivra ses échanges avec les acteurs du secteur et suivra l'évolution de la situation avant la mise en œuvre.

## **Fiscalité carbone : des recettes stables à Singapour malgré le relèvement de la taxe**

Le gouvernement singapourien a indiqué fin mars que les recettes de la taxe carbone pour les émissions de 2025, estimées à 657,3 M SGD, resteraient proches de celles perçues au titre de 2024 (658,8 M SGD), malgré un relèvement du prix du carbone (estimé à 25 SGD/tCO<sub>2e</sub> en 2024-2025, contre 5 SGD/tCO<sub>2e</sub> entre 2019 et 2023). Cette stabilité suggère le maintien d'abattements transitoires accordés aux industries exposées, qui réduisent l'assiette taxable et atténuent le signal-prix. Le gouvernement n'a pas précisé leur montant ni leurs bénéficiaires, indiquant que des données agrégées ne seraient publiées qu'en 2027. Dans un contexte marqué par des pressions économiques et énergétiques, notamment liées aux tensions au Moyen-Orient, les autorités cherchent un équilibre entre la compétitivité industrielle et la décarbonation, au risque de ralentir les incitations à réduire les émissions.

# Vietnam

## Ralentissement du PMI manufacturier sur fond de fortes tensions sur les coûts

L'indice PMI manufacturier vietnamien, compilé par S&P Global, a reculé de 54,3 en février à 51,2 en mars, signalant un net ralentissement de l'activité tout en restant en zone d'expansion. La progression de la production et des nouvelles commandes s'est modérée, tandis que les commandes à l'exportation se sont contractées.

Cette dynamique s'accompagne d'une forte accélération des coûts, les prix des intrants ayant augmenté à leur rythme le plus rapide depuis avril 2022, dans un contexte de renchérissement de l'énergie et du transport lié aux tensions au Moyen-Orient. Les entreprises ont répercuté ces hausses, les prix de vente progressant à leur rythme le plus élevé depuis près de quinze ans.

Face à cette dégradation de l'environnement opérationnel, les entreprises ont réduit leurs achats d'intrants et leurs effectifs, tandis que les délais d'approvisionnement se sont nettement allongés. La confiance des industriels s'est par ailleurs repliée à un plus bas de six mois, traduisant des perspectives à court terme plus incertaines.

# Thaïlande

## Gouvernance économique : validation du gouvernement Anutin II et répartition des portefeuilles clés

La nomination du gouvernement Anutin II a été approuvée par décret royal le 31 mars 2026. Le cabinet, composé de 35 membres, doit prêter serment le 6 avril 2026 avant d'entrer en fonction. Le gouvernement confirme la reconduction de plusieurs ministres aux portefeuilles économiques clés, notamment Ekniti Nitithanprapas au ministère des Finances, Suphajee Suthumpun au ministère du Commerce et Sihasak Phuangketkeow au ministère des Affaires étrangères, également nommés vice-Premiers ministres. Des ajustements interviennent toutefois sur certains ministères sectoriels, dont l'Énergie, confiée à Akanat Promphan (Bhumjaithai) en remplacement de l'ancien dirigeant de PTT. Dans le même temps, Suriya Jungrungreangkit (Pheu Thai) est nommé à l'Agriculture et Varawut Silpa-archa à l'Industrie (Parti Chartthaipattana). Le gouvernement, soutenu par une coalition de 16 partis, dispose d'une majorité de 292 sièges à la Chambre des représentants, et doit présenter sa déclaration de politique générale devant le Parlement entre le 7 et le 9 avril 2026, laquelle devrait inclure un programme économique articulé autour du plan « Thailand 10 Plus ».

## **Investissement : la Thaïlande durcit sa lutte contre les prête-noms étrangers avec une nouvelle réglementation en vigueur au 1er avril**

Le Département du développement des affaires commerciales (DBD) du ministère du Commerce a émis une nouvelle directive obligeant tout demandeur d'enregistrement d'entreprise impliquant un associé ou administrateur étranger à fournir une attestation écrite confirmant que chaque actionnaire thaïlandais a effectivement apporté son capital, et n'agit pas comme prête-nom (nominee) pour un étranger. Cette mesure, en vigueur au 1er avril 2026, fait suite à une première directive de janvier 2026 qui avait déjà réduit de 65 % les enregistrements suspects, mais dont des contournements ont été détectés. Le DBD recense actuellement 118 016 entreprises dont des étrangers détiennent entre 0,01 % et 49,99 % du capital, une structure permettant de contourner la loi sur les affaires étrangères. Toute fausse déclaration expose désormais les signataires à des sanctions pénales allant jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 1 835 USD (60 000 THB) d'amende, les dossiers suspects étant transmis à la police judiciaire centrale. Les provinces de Chonburi, Chiang Mai, Phuket, Krabi et Surat Thani font l'objet d'une surveillance renforcée.

## **Commerce : la Thaïlande supprime l'exonération fiscale sur les petits colis importés et relève les droits de douane jusqu'à 40 %**

Le Département des douanes thaïlandais prépare une réforme de sa fiscalité sur les produits importés pour protéger les PME locales face à l'augmentation des importations de produits bon marché via le commerce en ligne. L'exonération fiscale applicable aux colis d'une valeur inférieure à 46 USD (1 500 THB) serait ainsi supprimée et les droits sur de nombreux petits colis relevés jusqu'au plafond légal de 30 à 40 % selon la catégorie, contre 5 % auparavant pour certains produits comme les coques de téléphone. Cette mesure, qui s'inscrit dans la continuité de la suppression, en 2024, de l'exonération de TVA sur les importations de biens d'une valeur inférieure à 1 500 THB, devrait générer 9,2 M USD (300 M THB) de recettes fiscales supplémentaires par mois. En parallèle, les plateformes de e-commerce (dont TikTok, Temu, Shopee et Lazada) devraient être dorénavant tenues d'afficher le prix réel de transaction sur chaque colis pour lutter contre la sous-déclaration de valeur. La réforme sera mise en œuvre en trois phases : approbation par le Conseil des ministres à court terme, déploiement progressif à moyen terme, et amendement formel du décret tarifaire douanier de 1987 à long terme.

# Philippines

## Présidence ASEAN : passage aux réunions préparatoires en ligne

Les Philippines continuent de déployer des mesures pour faire face à la crise énergétique provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Dans ce contexte, Manille a annoncé le 27 mars que la majorité des réunions de l'ASEAN prévues en 2026 (environ 650) se tiendront désormais en ligne, à la suite de la déclaration d'un état d'urgence énergétique national par le président Ferdinand Marcos Jr. Pour le moment, seuls deux sommets de dirigeants seraient maintenus en format physique : un premier en mai 2026 à Cebu et le 49<sup>e</sup> sommet de l'ASEAN en novembre à Manille, qui réunira également les partenaires de dialogue du bloc. Le sommet de mai devrait être réduit et recentré sur les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, notamment la sécurité énergétique et alimentaire, ainsi que la situation des travailleurs migrants.

## Crise énergétique : suspension temporaire du marché spot de l'électricité

Le 25 mars, la Energy Regulatory Commission (ERC) a annoncé suspendre temporairement les opérations du Wholesale Electricity Spot Market (WESM), suite à une forte flambée des prix en mars (+58% en moyenne, +100% à Mindanao et Visayas, +42% à Luzon). Le WESM, plateforme d'échanges entre producteurs et distributeurs pour compléter l'approvisionnement, représente 5 à 10% de l'électricité achetée par Meralco. Face à cette volatilité, l'ERC prévoit de mettre en place d'ici le 1<sup>er</sup> avril un mécanisme temporaire de tarification administrée, avec des modalités adaptées selon le type de production (charbon, gaz, renouvelables). Les tarifs résidentiels de Meralco n'ayant augmenté que modérément en mars (+4,5%), l'impact réel de la crise sur les factures est attendu à partir d'avril.

## Maintien du taux directeur de la BSP à 4,25 % face aux risques inflationnistes liés au Moyen-Orient

La Banque centrale (BSP) a maintenu son taux directeur à 4,25% lors d'une réunion monétaire hors calendrier le 26 mars, alors que les prix du carburant flambent (+75% pour l'essence, +109% pour le diesel depuis le début du conflit) et que le peso a atteint quatre fois son niveau le plus bas face au dollar dans la dernière semaine. Face à l'incertitude sur une éventuelle hausse des taux lors de la réunion du Monetary Board du 23 avril, après neuf baisses consécutives (225 pnb), le gouverneur Eli Remolona Jr. a souligné qu'augmenter les taux pour contenir l'inflation risquerait de freiner la reprise économique, déjà fragilisée par un choc de confiance lié aux scandales de corruption, et aurait un impact limité sur les pressions inflationnistes, alimentées par un choc d'offre externe.

# Cambodge

## Roi du manioc, mais pas de sa transformation

Selon le ministère du commerce, les exportations de manioc ont atteint 646 M USD en 2025, en baisse de 11,3 % par rapport à 2024. Cette baisse relative s'explique par l'arrêt des exportations vers la Thaïlande depuis juillet 2025, suite au conflit frontalier. Cette diminution des exportations reste donc marginale au regard de la croissance du secteur, en hausse de 216 % depuis 2020. Avec 34,7 % du marché, le Cambodge s'impose donc comme le premier exportateur mondial de manioc frais et séché. La dynamique devrait se poursuivre à travers la signature d'accords, fin 2025, avec la Chine et le Vietnam. Ils prévoient l'exportation de 10 Mt de manioc vers ces deux pays. Malgré ces résultats, la filière peine à monter en valeur ajoutée. Moins de 10 % de la production est transformée en fécule et le Cambodge ne représente que 0,9 % des exportations mondiales de farine de manioc. Le Cambodge exporte le produit brut, transformé ensuite par ses voisins, dont le Vietnam. La politique nationale du manioc 2020-2025 se conclut sur une note mitigée. Si l'essor de la production et des exportations est indéniable, la transformation locale reste à la traîne.

## Les compagnies aériennes face à la turbulence du kérosène

Le Secrétariat d'État à l'aviation civile a confirmé que la moitié des 36 compagnies aériennes opérant au Cambodge appliquent des majorations à leurs billets. Cette mesure intervient en réponse à la hausse du prix du carburant Jet A-1, qui a doublé depuis le début de la crise au Moyen-Orient. Ces surcharges, calculées en fonction de la distance, varient selon les compagnies. Elles peuvent atteindre jusqu'à 40 USD par vol. Dans une moindre mesure, d'autres compagnies aériennes ont annoncé l'annulation de vols commerciaux à destination ou en provenance de Phnom-Penh lors des deux prochains mois. Bien qu'aucune pénurie n'ait été signalée à ce jour, les réserves de kérosène ne suffiront pas pour le mois d'avril selon le ministère des mines et de l'énergie. Cette hausse des prix pénalise davantage le secteur touristique déjà en difficulté. Le nombre de visiteurs internationaux avait déjà diminué de 44 % en janvier-février 2026 par rapport à la même période en 2025.

## Une adoption des transactions numériques réussie

Le rapport annuel de la Banque nationale du Cambodge (BNC) confirme la progression des paiements numériques. 62 % des transactions scripturales ont été effectuées via les applications bancaires mobiles et en ligne. À l'inverse, les paiements par carte poursuivent leur déclin, ne comptant que pour 5,4 % du total (contre 9 % en 2023). Cela s'explique par des coûts de transaction élevés face à des alternatives numériques jugées plus pratiques. En 2025, 224 Md USD (+52,2 % en g.a.) ont aussi été réalisés à travers la plateforme interbancaire de paiement mobile Bakong. Les transactions

effectuées en riel via Bakong ont dépassé celles en dollar pour la première fois (58,2 % contre 41,8 %). L'appréciation du riel de 1,5 % en 2025, alors que les prix sont généralement fixés en dollar, y a contribué. Mais l'essor du système Bakong expose le Cambodge à de nouveaux risques (cyberattaques et incidents de fonctionnement). La BNC cherche à renforcer son cadre réglementaire : obligation de signalement des incidents causant des interruptions de paiement ; directives sur la protection des clients en matière de cybersécurité ; et rôle de garantie des paiements en dernier ressort.

## Laos

### **Le nouveau cabinet met l'accent sur l'exécution des réformes dans un contexte économique contraint**

Lors de la première réunion du cabinet issu de la nouvelle législature, le Premier ministre lao, Sonexay Siphandone, a appelé les membres du gouvernement à produire rapidement des résultats concrets, dans un contexte marqué par les tensions économiques et la hausse des prix des carburants. Le cabinet a examiné le projet de plan de travail 2026-2030, de nouvelles règles de fonctionnement gouvernemental ainsi qu'une liste de projets nationaux destinés à attirer davantage d'investissements privés, en complément des financements publics. Les autorités ont également évoqué des mesures de soutien au déploiement des véhicules électriques et au recours accru aux énergies alternatives, dans une logique de sécurité énergétique. Cet appel à l'exécution intervient alors que le Laos reste confronté à une situation macroéconomique fragile : la croissance est attendue à 4,5 % en 2026, l'inflation a encore atteint 8,5 % en moyenne sur les dix premiers mois de 2025, et la dette publique demeure élevée, à environ 82 % du PIB fin 2025.

### **Le renforcement des interdépendances énergétiques régionales avec la Thaïlande**

Malgré les tensions sur les marchés de l'énergie, la Thaïlande continue d'exporter vers le Laos environ 5 millions de litres de pétrole par jour, dans le cadre de leurs accords énergétiques bilatéraux. Ces flux illustrent l'interdépendance énergétique entre les deux pays. Le Laos reste dépendant des importations de carburants pour couvrir une partie de ses besoins domestiques, tout en occupant une place croissante dans les échanges régionaux d'électricité grâce à sa production hydroélectrique. Cette complémentarité renforce son rôle dans l'intégration énergétique de la sous-région. Elle souligne également la vulnérabilité persistante de l'économie laotienne aux approvisionnements extérieurs en produits pétroliers, dans un contexte de forte volatilité des prix de l'énergie.

## **La hausse des prix du carburant pousse le gouvernement à promouvoir transports publics et véhicules électriques**

Les autorités laotiennes appellent à réduire la consommation de carburant face aux tensions d'approvisionnement et à la hausse des prix de l'énergie, dans un contexte de perturbations liées au conflit au Moyen-Orient. Le ministère des Travaux publics et des Transports a ainsi exhorté administrations, entreprises et ménages à privilégier les transports publics et les véhicules électriques, alors que les réserves de carburant sont sous pression.

Afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix, les autorités ont, par ailleurs, introduit un tarif unique de 10 000 kip sur certaines lignes de bus électriques à Vientiane, jusqu'à fin mai 2026.

## **Birmanie**

### **Crise énergétique : durcissement du rationnement des carburants, maintien des importations de GNL**

Le 22 mars 2026, le ministère birman de l'Énergie a annoncé un durcissement du rationnement de l'essence, fondé sur la motorisation des véhicules, avec une limitation à un ou deux ravitaillements par semaine. Plusieurs stations-service ont par ailleurs été fermées à la suite d'inspections ayant mis en évidence des pratiques non conformes aux exigences des autorités. En outre, une journée de télétravail obligatoire le mercredi a été instaurée pour les fonctionnaires à compter du 25 mars. Malgré les tensions globales sur l'approvisionnement, les importations de GNL se poursuivent. Le méthanier MT Dapeng Princess, battant pavillon singapourien, est ainsi arrivé au port de Thilawa le 20 mars, livrant 33,8 kt de GNL depuis la Malaisie, dans le cadre de la cinquième cargaison reçue par la Birmanie depuis la reprise des importations fin 2025. Ces livraisons alimentent deux centrales au gaz dans la région de Yangon, d'une capacité totale de 500 MW, soit 13,8 % de la production électrique domestique, et contribuent notamment à l'alimentation de la zone économique spéciale de Thilawa, qui accueille de nombreux investisseurs étrangers.

## L'expansion du secteur manufacturier continue en mars

L'indice PMI manufacturier de S&P s'est maintenu à 51,5 en mars, inchangé par rapport à février, signalant une amélioration continue des conditions d'activité. Au T1 2026, l'expansion du secteur manufacturier a ainsi atteint son niveau le plus élevé depuis le T3 2023, avec un indice PMI moyen de 51,3. En mars, cette amélioration a été soutenue par une nouvelle progression des commandes et de la production. Il en a résulté une légère hausse des achats, la première depuis 33 mois, qui a toutefois accentué les tensions sur les délais de livraison. Les pénuries de matières premières ont continué d'alimenter la hausse du coût des intrants, à son rythme le plus rapide depuis 18 mois. L'emploi est en revanche repassé en territoire négatif, après une légère progression en février.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr)